

J'ai participé à une étude qui a été effectuée dans l'ensemble du Canada. J'ai parlé à de nombreux représentants d'organismes privés de la nécessité de trouver des débouchés à l'extérieur du Canada pour leurs produits, mais, à quelques exceptions près, ils m'ont répondu qu'ils étaient satisfaits de la taille de leur entreprise. Donc, le secteur privé se contentait volontiers du rôle de fournisseur pour nos marchés, mais n'avait pas du tout l'intention de faire des percées sur les marchés étrangers. Et ceux qui auraient été intéressés à le faire ne détenaient pas les pouvoirs pour prendre pareille décision de toute façon. La plupart représentaient des filiales d'entreprises multinationales établies au Canada pour répondre à la demande du marché canadien. Ils n'avaient ni l'ordre ni l'autorisation de trouver des débouchés à l'étranger pour leur entreprise.

M. Stewart: Les exportations ont augmenté de 40 p. 100 en Ontario.

M. Deans: J'ai cru entendre mon collègue d'en face dire que c'était de la «vraie merde», expression antiréglementaire en passant. S'il ne me croit pas, il n'a qu'à aller vérifier.

M. Stewart: Les exportations ont augmenté de 40 p. 100 en Ontario.

M. Deans: Pas dans les produits manufacturés.

M. Stewart: Et l'accord sur l'automobile?

M. Deans: L'accord sur les produits de l'automobile obéit aux fluctuations de la conjoncture d'une année à l'autre et les sociétés concernées n'ont pas de mandat indépendant au Canada. Cet accord s'applique à un conglomérat nord-américain.

Une voix: Dans quel but?

M. Deans: Le député peut toujours demander la permission de faire un discours s'il y tient. Mais la plupart des filiales de sociétés internationales n'ont pas le droit d'exploiter les marchés internationaux.

Cela dit, je dois demander où les hommes d'affaires—je ne parle même pas des consommateurs—trouveront des motifs de faire confiance à l'avenir. Où sont donc les entreprises qui au cours des bonnes années, dont nous avons eu notre bonne part, refusaient de chercher de nouveaux débouchés, de doter le Canada d'une infrastructure, de se livrer à des travaux de recherche et de développement et de s'attaquer au marché mondial? Où sont-elles? Car c'est bien ce qu'il nous faut si nous voulons atteindre les objectifs fixés par le gouvernement. Mais rares sont les entreprises sur lesquelles on peut compter. Elles ne feront pas ce que jusqu'à présent elles ont toujours refusé de faire.

Taxe d'accise—Loi

Nous avons tellement accordé de concessions aux grandes entreprises que celles-ci ne paient à peu près pas d'impôts. En fait, nous en sommes au point où les grandes entreprises peuvent reporter le paiement de leurs impôts indéfiniment, soit dans 20 ou 30 ans, contrairement aux travailleurs moyens qui doivent payer les leurs à toutes les semaines. Nous avons fait en sorte qu'elles ne paient à peu près rien de ce qu'elles font. Que pourrions-nous faire de plus pour elles? Le fait est que nous ne pouvons rien faire de plus. Comme nous ne pouvons rien faire de plus, nous ne saurions espérer que les grandes entreprises instaurent subitement ce climat de confiance qui, selon le gouvernement, devrait exister au Canada.

Rien ne me ferait plus plaisir que de constater à la fin de ces quatre ans que les mesures gouvernementales ont porté fruit, que tous les Canadiens travaillent, que la croissance est soutenue et que tout un chacun peut espérer à l'avenir jouir d'une certaine prospérité, avoir une vie agréable et être capable de faire vivre sa famille. Je voudrais bien que cela ce produise. Nous le souhaitons tous. Cependant, ce sera impossible si nous comptons seulement sur le secteur privé qui refuse résolument de défendre les intérêts du Canada. Nous ne pouvons espérer que le grand capital changera d'attitude, car il a eu amplement l'occasion de le faire et il s'y est obstinément refusé. Pourquoi croyez-vous que le secteur public a dû se charger de tant de travaux de recherche? Parce que le secteur privé s'y était refusé.

Mme McDougall: J'écoute.

M. Deans: Je le sais. Cela ne change pas grand-chose cependant. Le problème, monsieur le Président, c'est que nous avons déjà donné l'occasion au secteur privé de jouer ce rôle, mais cette solution n'a pas marché. Il ne suffit pas de demander sans cesse la même chose au secteur privé pour qu'il bouge davantage. Je dis cela, car je crois que le gouvernement place tous ses œufs dans le même panier. On a dit tout à l'heure que tout ce que le gouvernement essaie a déjà été envisagé ou essayé par les gouvernements d'autres pays et en fait, ici même, au Canada, il y a quelques années. Or, ces mesures ont eu pour résultat la montée en flèche du chômage.

Notre mandat, pour l'amour du ciel, c'est d'essayer de nous occuper des gens qui sont ici aujourd'hui; de s'assurer de leur donner leur chance, ne pas leur faire payer un prix bien supérieur à ce que le reste de la société accepterait normalement de payer, et d'essayer de préparer un bel avenir à la prochaine génération et à celles qui suivront. Or, ce n'est pas ce que fait le gouvernement dans ce projet de loi ou dans son exposé économique.